

2° 20 833 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz.” ;

4° au paragraphe 1^{er}/3, inséré par la loi du 15 mars 2010 et modifié par la loi du 27 mars 2014, l’alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

“Le cas échéant, l’opérateur qui veut utiliser la possibilité prévue à l’alinéa 2, informe l’Institut de son choix dans les deux jours ouvrables qui suivent, selon le cas, le début de la période de validité visée au § 1^{er}/1, alinéa 1^{er}, et le début de la période de reconduction visée au § 1^{er}/2, alinéa 1^{er}.” ;

5° au paragraphe 1^{er}/4, inséré par la loi du 15 mars 2010, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots “conformément au § 1^{er}/3” sont insérés entre les mots “redevance unique” et les mots “dans son intégralité” ;

b) les mots “pour les bandes de fréquences respectives comme stipulé au § 1^{er}/1 1°, 2° ou 3°” sont supprimés.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu’elle soit revêtue du sceau de l’État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 juin 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

Scellé du sceau de l’Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be) :
Documents : 55-2021(2020/2021)
Compte rendu intégral : 17 juin 2021.

2° 20 833 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz.” ;

4° in paragraaf 1/3, ingevoegd bij de wet van 15 maart 2010 en gewijzigd bij de wet van 27 maart 2014, wordt het derde lid vervangen als volgt:

“In voorkomend geval deelt de operator die wenst gebruik te maken van de mogelijkheid waarin het tweede lid voorziet, aan het Instituut zijn keuze mee binnen de twee werkdagen die volgen op, naargelang het geval, de aanvang van de geldigheidsperiode bedoeld in § 1/1, eerste lid, en de aanvang van de verlengingsperiode bedoeld in § 1/2, eerste lid.” ;

5° in paragraaf 1/4, ingevoegd bij de wet van 15 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “overeenkomstig § 1/3” worden ingevoegd tussen de woorden “niet voldoet” en het woord “, worden” ;

b) de woorden “voor de respectievelijke frequentiebanden zoals bepaald onder § 1/1 1°, 2° of 3°” worden geschrapt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met ‘s Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 juni 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER

Met ‘s Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):
Stukken: 55-2021 (2020/2021)
Integraal Verslag: 17 juni 2021.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2021/21153]

15 JUNI 2021. — Loi modifiant diverses dispositions relatives aux régimes de pension des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en ce qui concerne le calcul de la pension proportionnelle (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition préliminaire*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l’article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de l’arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés*

Art. 2. À l’article 7 de l’arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par l’arrêté royal du 17 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l’alinéa 11, les mots “de chômage avec complément d’entreprise,” sont insérés entre les mots “de prépension à temps plein,” et les mots “d’interruption de carrière à temps plein” ;

2° l’article est complété par quatre alinéas, rédigés comme suit:

“Par dérogation à l’alinéa 10, le montant annuel visé à l’alinéa 3 est:

1° pour l’année 2021 multiplié par 1,0238;

2° pour l’année 2022 multiplié par 1,0482;

3° pour l’année 2023 multiplié par 1,0731;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2021/21153]

15 JUNI 2021. — Wet tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de pensioenregelingen voor werknemers en zelfstandigen, wat betreft de berekening van het proportioneel pensioen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Voorafgaande bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers*

Art. 2. In artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het elfde lid, worden de woorden “werkloosheid met bedrijfstoeslag,” ingevoegd tussen de woorden “voltijds brugpensioen,” en de woorden “volledige beroepsloopbaanonderbreking” ;

2° het artikel wordt aangevuld met vier leden, luidende:

“In afwijking van het tiende lid, wordt het jaarbedrag bedoeld in het derde lid:

1° voor het jaar 2021 vermenigvuldigd met 1,0238;

2° voor het jaar 2022 vermenigvuldigd met 1,0482;

3° voor het jaar 2023 vermenigvuldigd met 1,0731;

4° pour les années après 2023 multiplié par 1,0986.

Par dérogation à l'alinéa 11, les augmentations visées à l'alinéa 15 s'appliquent aux rémunérations fictives qui découlent des périodes de chômage complet, de prépension à temps plein, de chômage avec complément d'entreprise, d'interruption de carrière à temps plein et de crédit temps à temps plein.

Jusqu'au 31 décembre 2023, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, augmenter les coefficients de revalorisation visés à l'alinéa 15, sur la base de la décision qui est prise en matière de marge maximale pour l'évolution du coût salarial en exécution soit de l'article 6, soit de l'article 7 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

Jusqu'au 31 décembre 2023, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer à quel moment et dans quelle mesure les augmentations visées à l'alinéa 17 s'appliquent aux rémunérations fictives qui découlent des périodes de chômage complet, de prépension à temps plein, de chômage avec complément d'entreprise, d'interruption de carrière à temps plein et de crédit temps à temps plein."

Art. 3. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2022, à l'exception des pensions de survie calculées sur base d'une pension de retraite qui a pris cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1^{er} décembre 2021.

Art. 4. Le présent chapitre produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

CHAPITRE 3. — Modifications de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

Art. 5. Dans l'article 5, § 2, de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, modifié en dernier lieu par la loi du 26 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

"Ces revenus ne sont pas retenus pour la partie qui dépasse le montant de 42 310,43 EUR. Ce montant est rattaché à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) et est augmenté, le cas échéant, au 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle le dépassement de l'indice-pivot en vigueur à cette date s'est produit."

2° le § 2 est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

"Le montant visé à l'alinéa précédent est:

1° pour l'année 2021 multiplié par 1,0238;

2° pour l'année 2022 multiplié par 1,0482;

3° pour l'année 2023 multiplié par 1,0731;

4° pour les années après 2023 multiplié par 1,0986.

Jusqu'au 31 décembre 2023, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, augmenter les coefficients de revalorisation visés à l'alinéa précédent, conformément aux augmentations des coefficients de revalorisation prévues en exécution de l'article 7, alinéa 17, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés."

Art. 6. L'article 6 du même arrêté, modifié en dernier lieu par la loi du 26 mai 2019, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 6, § 1^{er}. En vue du calcul de la pension de retraite, le numérateur de la fraction représentative de la carrière visée à l'article 4, § 1^{er}, est scindé en sept parties:

1° une première partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés avant le 1^{er} janvier 1984, tout trimestre valant 0,25;

2° une deuxième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1983 et avant le 1^{er} janvier 1997, tout trimestre valant 0,25;

4° voor de jaren na 2023 vermenigvuldigd met 1,0986.

In afwijking van het elfde lid, zijn de in het vijftiende lid bedoelde verhogingen van toepassing op het fictief loon dat voortvloeit uit tijdvakken van volledige werkloosheid, voltijds brugpensioen, werkloosheid met bedrijfstoeslag, volledige beroepsloopbaanonderbreking en volledig tijdskrediet.

Tot 31 december 2023 kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in het vijftiende lid bedoelde verhogingscoëfficiënten verhogen op basis van de beslissing die inzake de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling wordt genomen in uitvoering van hetzij artikel 6, hetzij artikel 7 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

Tot 31 december 2023 kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepalen vanaf welk tijdstip en in welke mate de in het zeventiende lid bedoelde verhogingen van toepassing zijn op het fictief loon dat voortvloeit uit tijdvakken van volledige werkloosheid, voltijds brugpensioen, werkloosheid met bedrijfstoeslag, volledige beroepsloopbaanonderbreking en volledig tijdskrediet."

Art. 3. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2022 ingaan, met uitzondering van de overlevingspensioenen berekend op basis van een rustpensioen dat daadwerkelijk en voor de eerste maal ten laatste op 1 december 2021 ingegaan is.

Art. 4. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie

Art. 5. In artikel 5, § 2, van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"Deze inkomsten worden niet in aanmerking genomen voor het gedeelte dat het bedrag van 42 310,43 EUR overschrijdt. Dit bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100) en wordt, in voorkomend geval, verhoogd op 1 januari van het jaar dat volgt op dat tijdens welk de overschrijding van het op die datum van kracht zijnde spilindexcijfer zich heeft voorgedaan."

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met twee leden, luidende:

"Het bedrag bedoeld in het vorige lid wordt:

1° voor het jaar 2021 vermenigvuldigd met 1,0238;

2° voor het jaar 2022 vermenigvuldigd met 1,0482;

3° voor het jaar 2023 vermenigvuldigd met 1,0731;

4° voor de jaren na 2023 vermenigvuldigd met 1,0986.

Tot 31 december 2023 kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in het vorige lid bedoelde herwaarderingscoëfficiënten verhogen overeenkomstig de voorziene verhogingen van de herwaarderingscoëfficiënten in uitvoering van artikel 7, zeventiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers."

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

"Art. 6, § 1. Met het oog op de berekening van het rustpensioen wordt de teller van de breuk die de loopbaan uitdrukt, bedoeld in artikel 4, § 1, in zeven delen opgesplitst:

1° een eerste deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen vóór 1 januari 1984 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

2° een tweede deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1983 en vóór 1 januari 1997 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

3° une troisième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1996 et avant le 1^{er} janvier 2003, tout trimestre valant 0,25;

4° une quatrième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2002 et avant le 1^{er} janvier 2019, tout trimestre valant 0,25;

5° une cinquième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2018 et avant le 1^{er} janvier 2021, tout trimestre valant 0,25;

6° une sixième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2020, tout trimestre valant 0,25;

7° une septième partie qui représente les périodes assimilées en application de l'article 33 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 précité, tout trimestre valant 0,25.

§ 2. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1^{er}, 1° et 7°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 4, § 2, ou à l'article 18. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 75 p.c. ou 60 p.c., selon que l'intéressé répond ou non aux conditions fixées par l'article 9, § 1^{er}, 1°, ou § 2, de l'arrêté royal n° 72;

§ 3. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1^{er}, 2°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 4, § 2, ou à l'article 18. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 75 p.c. ou 60 p.c., selon que l'intéressé répond ou non aux conditions fixées par l'article 9, § 1^{er}, 1°, ou § 2, de l'arrêté royal n° 72;

3° une fraction qui a été visée chaque année par le Roi et qui reflétait, au 1^{er} janvier de l'année en cause, le rapport entre le taux de la cotisation destinée au régime de pension des travailleurs indépendants et la somme des taux de la cotisation personnelle et de la cotisation patronale dues sur la rémunération des travailleurs salariés et destinées à leur régime de pension.

§ 4. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1^{er}, 3°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 4, § 2, ou à l'article 18. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 75 p.c. ou 60 p.c., selon que l'intéressé répond ou non aux conditions fixées par l'article 9, § 1^{er}, 1°, ou § 2, de l'arrêté royal n° 72;

3° 0,567851 pour la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 35 341,68 EUR;

0,463605 pour la partie des revenus professionnels supérieure à 35 341,68 EUR.

Le montant visé à l'alinéa précédent, 3°, est rattaché à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100). Il est adapté afin de le porter au niveau des prix de l'année considérée en le multipliant par une fraction dont le dénominateur est 103,14 et le numérateur est égal à la moyenne des indices mensuels des prix à la consommation pour l'année considérée.

Lorsque l'année considérée précède celle de la prise de cours de la pension, la moyenne visée à l'alinéa précédent est établie en retenant, pour chacun des trois derniers mois de l'année en cause, l'indice du mois correspondant de l'année précédente multiplié par le coefficient obtenu en divisant l'indice du mois de septembre de l'année pour laquelle la moyenne doit être établie par l'indice du même mois de l'année précédente.

3° een derde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1996 en vóór 1 januari 2003 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

4° een vierde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2002 en vóór 1 januari 2019 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

5° een vijfde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2018 en vóór 1 januari 2021 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

6° een zesde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2020 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

7° een zevende deel dat de in toepassing van artikel 33 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 december 1967 gelijkgestelde periodes uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25.

§ 2. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 1° en 7°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is bedoeld in artikel 4, § 2, of in artikel 18. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 75 pct. of 60 pct., naargelang de betrokkene al dan niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 9, § 1, 1°, of § 2, van het koninklijk besluit nr. 72;

§ 3. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 2°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is bedoeld in artikel 4, § 2, of in artikel 18. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 75 pct. of 60 pct., naargelang de betrokkene al dan niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 9, § 1, 1°, of § 2, van het koninklijk besluit nr. 72;

3° een breuk die elk jaar door de Koning bepaald werd en die, per 1 januari van het betrokken jaar, de verhouding weergaf tussen het percentage van de bijdrage bestemd voor het pensioenstelsel der zelfstandigen en het totaal van de percentages van de persoonlijke bijdrage en van de patronale bijdrage verschuldigd op de bezoldiging van de werknemers en bestemd voor hun pensioenstelsel.

§ 4. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 3°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is bedoeld in artikel 4, § 2, of in artikel 18. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 75 pct. of 60 pct., naargelang de betrokkene al dan niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 9, § 1, 1°, of § 2, van het koninklijk besluit nr. 72;

3° 0,567851 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 35 341,68 EUR niet overschrijdt;

0,463605 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 35 341,68 EUR overschrijdt.

Het in het vorige lid, 3°, bedoelde bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100). Het wordt aangepast teneinde het te brengen op het prijspeil van het beschouwde jaar door het te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de noemer 103,14 is en de teller gelijk is aan het gemiddelde van de maandelijkse indexcijfers der consumptieprijsen van het beschouwde jaar.

Wanneer het beschouwde jaar dit van de ingangsdatum van het pensioen voorafgaat, wordt het gemiddelde bedoeld in het vorige lid vastgesteld door, voor elk van de drie laatste maanden van het betrokken jaar, het indexcijfer te weerhouden van de overeenstemmende maand van het vorige jaar vermenigvuldigd met de coëfficiënt die bekomen wordt door het indexcijfer van de maand september van het jaar waarvoor het gemiddelde moet vastgesteld worden te delen door het indexcijfer van dezelfde maand van het vorige jaar.

§ 5. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1^{er}, 4^o, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1^o une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 4, § 2, ou à l'article 18. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2^o 75 p.c. ou 60 p.c., selon que l'intéressé répond ou non aux conditions fixées par l'article 9, § 1^{er}, 1^o, ou § 2, de l'arrêté royal n^o 72;

3^o 0,663250 pour la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 31 820,77 EUR;

0,541491 pour la partie des revenus professionnels supérieure à 31 820,77 EUR.

Le montant visé à l'alinéa précédent, 3^o, est rattaché à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100). Il est adapté afin de le porter au niveau des prix de l'année considérée en le multipliant par une fraction dont le dénominateur est 103,14 et le numérateur est égal à la moyenne des indices mensuels des prix à la consommation pour l'année considérée.

Lorsque l'année considérée précède celle de la prise de cours de la pension, la moyenne visée à l'alinéa précédent est établie en retenant, pour chacun des huit derniers mois de l'année en cause, l'indice du mois correspondant de l'année précédente multiplié par un coefficient obtenu en divisant l'indice du mois d'avril de l'année pour laquelle la moyenne doit être établie par l'indice du même mois de l'année précédente.

Lorsque l'année considérée est celle au cours de laquelle la pension prend cours, la moyenne visée à l'alinéa 2 est égale à la moyenne visée à l'alinéa précédent.

§ 6. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1^{er}, 5^o, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1^o une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 4, § 2. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2^o 75 p.c. ou 60 p.c., selon que l'intéressé répond ou non aux conditions fixées par l'article 9, § 1^{er}, 1^o, ou § 2, de l'arrêté royal n^o 72;

3^o 0,691542.

§ 7. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1^{er}, 6^o, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1^o une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 4, § 2. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2^o 75 p.c. ou 60 p.c., selon que l'intéressé répond ou non aux conditions fixées par l'article 9, § 1^{er}, 1^o, ou § 2, de l'arrêté royal n^o 72;

3^o 1.

§ 8. La réduction de la carrière professionnelle en vertu de l'article 4, § 4, alinéa 1^{er}, ou en vertu de l'article 19 de l'arrêté royal n^o 72 porte sur les jours équivalents temps plein en qualité de travailleur indépendant qui ouvrent le droit à la pension la moins avantageuse.

La réduction visée à l'alinéa précédent ne peut toutefois pas excéder 1 560 jours équivalents temps plein. Ces jours sont déterminés comme suit:

1^o la pension accordée pour chaque année civile est divisée par le nombre de jours équivalents temps plein pris en considération pour l'année concernée afin de déterminer leur apport en pension;

2^o le nombre de jours équivalents temps plein à déduire et leur apport en pension correspondant sont éliminés de l'année civile dont l'apport en pension calculé par jour est le moins avantageux;

3^o lorsque le nombre de jours équivalents temps plein de l'année civile visée au 2^o est inférieur au nombre de jours équivalents temps plein à déduire, le nombre excédentaire de jours équivalents temps

§ 5. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 4^o, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1^o een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze die is bedoeld in artikel 4, § 2, of in artikel 18. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2^o 75 pct. of 60 pct., naargelang de betrokkene al dan niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 9, § 1, 1^o, of § 2, van het koninklijk besluit nr. 72;

3^o 0,663250 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 31 820,77 EUR niet overschrijdt;

0,541491 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 31 820,77 EUR overschrijdt.

Het in het vorige lid, 3^o, bedoelde bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100). Het wordt aangepast teneinde het te brengen op het prijspeil van het beschouwde jaar door het te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de noemer 103,14 is en de teller gelijk is aan het gemiddelde van de maandelijkse indexcijfers der consumptieprijsen van het beschouwde jaar.

Wanneer het beschouwde jaar dit van de ingangsdatum van het pensioen voorafgaat, wordt het gemiddelde bedoeld in het vorige lid vastgesteld door, voor elk van de acht laatste maanden van het betrokken jaar, het indexcijfer te weerhouden van de overeenstemmende maand van het vorige jaar vermenigvuldigd met de coëfficiënt die bekomen wordt door het indexcijfer van de maand april van het jaar waarvoor het gemiddelde moet vastgesteld worden te delen door het indexcijfer van dezelfde maand van het vorige jaar.

Wanneer het beschouwde jaar dit is waarin het pensioen ingaat, is het gemiddelde bedoeld in het tweede lid, gelijk aan het gemiddelde bedoeld in het vorige lid.

§ 6. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 5^o, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1^o een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze die is bedoeld in artikel 4, § 2. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50, 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2^o 75 pct. of 60 pct., naargelang de betrokkene al dan niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 9, § 1, 1^o, of § 2, of van het koninklijk besluit nr. 72.

3^o 0,691542.

§ 7. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 6^o, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1^o een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze die is bedoeld in artikel 4, § 2. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50, 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2^o 75 pct. of 60 pct., naargelang de betrokkene al dan niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 9, § 1, 1^o, of § 2, of van het koninklijk besluit nr. 72.

3^o 1.

§ 8. De vermindering van de beroepsloopbaan krachtens artikel 4, § 4, eerste lid, of krachtens artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 72 betreft de voltijdse dagequivalenten als zelfstandige die recht openen op het minst voordelige pensioen.

Het aantal in mindering te brengen dagen kan echter niet 1 560 voltijdse dagequivalenten overschrijden. Die dagen worden als volgt bepaald:

1^o het pensioen verleend voor elk kalenderjaar wordt gedeeld door het aantal voltijdse dagequivalenten die in aanmerking genomen worden voor het desbetreffende jaar om hun aandeel in het pensioen te bepalen;

2^o het aantal te verwijderen voltijdse dagequivalenten en hun overeenstemmend pensioenaandeel worden verwijderd uit het kalenderjaar waarvan het aandeel in het pensioen berekend per dag het minst voordelig is;

3^o wanneer het aantal voltijdse dagequivalenten van het kalenderjaar bedoeld in de bepaling onder 2^o lager is dan het aantal in mindering te brengen voltijdse dagequivalenten, wordt het overblijvend aantal te

plein à déduire et leur apport en pension sont éliminés de l'année civile dont l'apport en pension est désormais le moins avantageux;

4° il est fait appel au fur et à mesure aux années civiles dont l'apport en pension devient le moins avantageux tant que le nombre de jours équivalents temps plein à déduire de la carrière professionnelle n'est pas atteint.

La réduction de la carrière professionnelle visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable lorsque la carrière professionnelle globale du travailleur indépendant, telle que définie à l'article 19, § 2^{bis}, 3°, de l'arrêté royal n° 72, comporte plus de 14 040 jours équivalents temps plein et que les jours équivalents temps plein postérieurs au 14 040^e jour de la carrière professionnelle globale sont des jours d'activité professionnelle en qualité de travailleur indépendant. Dans ce cas, ces jours équivalents temps plein sont pris en considération dans le calcul de la pension de retraite.

Le Roi détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par jours équivalents temps plein en qualité de travailleur indépendant pour l'application du présent paragraphe.

§ 9. Le paragraphe 2 de l'article 9 de l'arrêté royal n° 72 est applicable par analogie en vue du calcul de la pension conformément au présent article."

Art. 7. L'article 9 du même arrêté, modifié en dernier lieu par la loi du 26 mai 2019, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 9, § 1^{er}. En vue du calcul de la pension de survie, le numérateur de la fraction représentative de la carrière du conjoint décédé, visée à l'article 7, § 1^{er}, est scindé en sept parties:

1° une première partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés avant le 1^{er} janvier 1984, tout trimestre valant 0,25;

2° une deuxième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1983 et avant le 1^{er} janvier 1997, tout trimestre valant 0,25;

3° une troisième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1996 et avant le 1^{er} janvier 2003, tout trimestre valant 0,25;

4° une quatrième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2002 et avant le 1^{er} janvier 2019, tout trimestre valant 0,25;

5° une cinquième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2018 et avant le 1^{er} janvier 2021, tout trimestre valant 0,25;

6° une sixième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2020, tout trimestre valant 0,25;

7° une septième partie qui représente les périodes assimilées en application de l'article 33 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 précité, tout trimestre valant 0,25.

§ 2. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière du conjoint décédé visée au § 1^{er}, 1° et 7°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 7, § 2 ou § 3. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 60 p.c.

§ 3. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière du conjoint décédé visée au § 1^{er}, 2°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 7, § 2, ou § 3. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 60 p.c.;

3° une fraction qui a été visée chaque année par le Roi et qui reflétait, au 1^{er} janvier de l'année en cause, le rapport entre le taux de la cotisation destinée au régime de pension des travailleurs indépendants et la somme des taux de la cotisation personnelle et de la cotisation patronale dues sur la rémunération des travailleurs salariés et destinées à leur régime de pension.

verwijderen voltijdse dagequivalenten en hun overeenstemmend pensioenaandeel verwijderd uit het kalenderjaar waarvan het aandeel in het pensioen vervolgens het minst voordelig is;

4° er wordt één voor één beroep gedaan op de kalenderjaren waarvan het aandeel in het pensioen het minst voordelig wordt voor zover het aantal in mindering te brengen voltijdse dagequivalenten van de beroepsloopbaan niet bereikt is.

De vermindering van de beroepsloopbaan bedoeld in het eerste lid is niet van toepassing wanneer de globale beroepsloopbaan van de zelfstandige, zoals gedefinieerd in artikel 19, § 2^{bis}, 3°, van het koninklijk besluit nr. 72, meer dan 14 040 voltijdse dagequivalenten bevat en de voltijdse dagequivalenten volgend op de 14 040^e dag van de globale beroepsloopbaan dagen zijn van beroepsbezigheid als zelfstandige. In dat geval worden deze voltijdse dagequivalenten in aanmerking genomen in de berekening van het rustpensioen.

De Koning bepaalt wat moet begrepen worden onder voltijdse dagequivalenten als zelfstandige voor de toepassing van deze paragraaf.

§ 9. De tweede paragraaf van artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 72, is van overeenkomstige toepassing bij de berekening van het pensioen ingevolge dit artikel."

Art. 7. Artikel 9 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

"Art. 9, § 1. Met het oog op de berekening van het overlevingspensioen wordt de teller van de breuk die de loopbaan van de overleden echtgenoot uitdrukt, bedoeld in artikel 7, § 1, in zeven delen opgesplitst:

1° een eerste deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen vóór 1 januari 1984 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

2° een tweede deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1983 en vóór 1 januari 1997 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

3° een derde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1996 en vóór 1 januari 2003 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

4° een vierde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2002 en vóór 1 januari 2019 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

5° een vijfde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2018 en vóór 1 januari 2021 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

6° een zesde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2020 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

7° een zevende deel dat de in toepassing van artikel 33 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 december 1967 gelijkgestelde periodes uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25.

§ 2. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan van de overleden echtgenoot bedoeld in § 1, 1° en 7°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is van de breuk bedoeld in artikel 7, § 2, of § 3. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 60 pct.

§ 3. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan van de overleden echtgenoot bedoeld in § 1, 2°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is bedoeld in artikel 7, § 2, of § 3. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 60 pct.;

3° een breuk die elk jaar door de Koning bepaald werd en die, per 1 januari van het betrokken jaar, de verhouding weergaf tussen het percentage van de bijdrage bestemd voor het pensioenstelsel der zelfstandigen en het totaal van de percentages van de persoonlijke bijdrage en van de patronale bijdrage verschuldigd op de bezoldiging van de werknemers en bestemd voor hun pensioenstelsel.

§ 4. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière du conjoint décédé visée au § 1^{er}, 3°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 7, § 2, ou § 3. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 60 p.c.;

3° 0,567851 pour la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 35 341,68 EUR;

0,463605 pour la partie des revenus professionnels supérieure à 35 341,68 EUR.

Le montant visé à l'alinéa précédent, 3°, est rattaché à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100). Il est adapté, afin de le porter au niveau des prix de l'année concernée, selon les modalités prévues à l'article 6, § 4, alinéas 2 et 3.

§ 5. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière du conjoint décédé visée au § 1^{er}, 4°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 7, § 2, ou § 3. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 60 p.c.;

3° 0,663250 pour la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 31 820,77 EUR;

0,541491 pour la partie des revenus professionnels supérieure à 31 820,77 EUR.

Le montant visé à l'alinéa précédent, 3°, est rattaché à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100). Il est adapté, afin de le porter au niveau des prix de l'année concernée, selon les modalités prévues à l'article 6, § 5, alinéas 2 à 4.

§ 6. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière du conjoint décédé visée au § 1^{er}, 5°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 7, § 2, ou § 3. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 60 p.c.;

3° 0,691542.

§ 7. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière du conjoint décédé visée au § 1^{er}, 6°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 7, § 2, ou § 3. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 60 p.c.;

3° 1.

§ 8. La réduction de la carrière professionnelle en vertu de l'article 7, § 3, alinéa 2, ou en vertu de l'article 19 de l'arrêté royal n° 72 porte sur les jours équivalents temps plein en qualité de travailleur indépendant qui ouvrent le droit à la pension la moins avantageuse.

Le nombre de jours à déduire ne peut toutefois pas excéder le nombre obtenu en multipliant par 104 le tiers du dénominateur de la fraction visée à l'article 7, § 2 ou § 3, alinéa 1^{er}. Ces jours sont déterminés comme suit:

1° la pension accordée pour chaque année civile est divisée par le nombre de jours équivalents temps plein pris en considération pour l'année concernée afin de déterminer leur apport en pension;

2° le nombre de jours équivalents temps plein à déduire et leur apport en pension correspondant sont éliminés de l'année civile dont l'apport en pension calculé par jour est le moins avantageux;

3° lorsque le nombre de jours équivalents temps plein de l'année civile visée au 2° est inférieur au nombre de jours équivalents temps plein à déduire, le nombre excédentaire de jours équivalents temps

§ 4. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan van de overleden echtgenoot bedoeld in § 1, 3°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is van de breuk bedoeld in artikel 7, § 2 of § 3. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 60 pct.;

3° 0,567851 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 35 341,68 EUR niet overschrijdt;

0,463605 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 35 341,68 EUR overschrijdt.

Het in het vorige lid, 3°, bedoelde bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100). Het wordt aangepast teneinde het te brengen op het prijspeil van het beschouwde jaar volgens de modaliteiten voorzien in artikel 6, § 4, tweede en derde lid.

§ 5. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan van de overleden echtgenoot bedoeld in § 1, 4°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is van de breuk bedoeld in artikel 7, § 2, of § 3. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 60 pct.;

3° 0,663250 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 31 820,77 EUR niet overschrijdt;

0,541491 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 31 820,77 EUR overschrijdt.

Het in het vorige lid, 3°, bedoelde bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100). Het wordt aangepast teneinde het te brengen op het prijspeil van het beschouwde jaar volgens de modaliteiten voorzien in artikel 6, § 5, tweede tot vierde lid.

§ 6. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan van de overleden echtgenoot bedoeld in § 1, 5°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is bedoeld in artikel 7, § 2, of § 3. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 60 pct.;

3° 0,691542.

§ 7. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan van de overleden echtgenoot bedoeld in § 1, 6°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is bedoeld in artikel 7, § 2, of § 3. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 60 pct.;

3° 1.

§ 8. De vermindering van de beroepsloopbaan krachtens artikel 7, § 3, tweede lid, of krachtens artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 72 slaat op de voltijdse dagequivalenten als zelfstandige die recht openen op het minst voordelige pensioen.

Het aantal in mindering te brengen dagen kan echter het aantal niet overschrijden dat bekomen wordt door het derde van de noemer van de in artikel 7, § 2 of § 3, eerste lid, bedoelde breuk te vermenigvuldigen met 104. Die dagen worden als volgt bepaald:

1° het pensioen verleend voor elk kalenderjaar wordt gedeeld door het aantal voltijdse dagequivalenten die in aanmerking genomen worden voor het desbetreffende jaar om hun aandeel in het pensioen te bepalen;

2° het aantal te verwijderen voltijdse dagequivalenten en hun overeenstemmend pensioenaandeel worden verwijderd uit het kalenderjaar waarvan het aandeel in het pensioen berekend per dag het minst voordelig is;

3° wanneer het aantal voltijdse dagequivalenten van het kalenderjaar bedoeld in de bepaling onder 2°, lager is dan het aantal in mindering te brengen voltijdse dagequivalenten, wordt het overblijvend aantal te

plein à déduire et leur apport en pension sont éliminés de l'année civile dont l'apport en pension est désormais le moins avantageux;

4° il est fait appel au fur et à mesure aux années civiles dont l'apport en pension devient le moins avantageux tant que le nombre de jours équivalents temps plein à déduire de la carrière professionnelle n'est pas atteint.

La réduction de la carrière professionnelle visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable lorsque la carrière professionnelle globale du travailleur indépendant décédé, telle que définie à l'article 19, § 2bis, 3°, de l'arrêté royal n° 72, comporte plus de jours équivalents temps plein que le nombre de jours équivalents temps plein maximum visé à l'article 7, § 3, alinéa 2, et que les jours équivalents temps plein postérieurs à ce nombre maximum sont des jours d'activité professionnelle en qualité de travailleur indépendant prestés par le conjoint décédé. Dans ce cas, ces jours sont pris en considération dans le calcul de la pension de survie du conjoint survivant.

Le Roi détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par jours équivalents temps plein en qualité de travailleur indépendant pour l'application du présent paragraphe."

Art. 8. L'article 9bis du même arrêté, modifié en dernier lieu par la loi du 26 mai 2019, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 9bis. § 1^{er}. En vue du calcul de l'allocation de transition, le numérateur de la fraction représentative de la carrière du conjoint décédé visée à l'article 7bis, § 1^{er}, est scindé en sept parties:

1° une première partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés avant le 1^{er} janvier 1984, tout trimestre valant 0,25;

2° une deuxième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1983 et avant le 1^{er} janvier 1997, tout trimestre valant 0,25;

3° une troisième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1996 et avant le 1^{er} janvier 2003, tout trimestre valant 0,25;

4° une quatrième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2002 et avant le 1^{er} janvier 2019, tout trimestre valant 0,25;

5° une cinquième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2018 et avant le 1^{er} janvier 2021, tout trimestre valant 0,25;

6° une sixième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2020, tout trimestre valant 0,25;

7° une septième partie qui représente les périodes assimilées en application de l'article 33 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 précité, tout trimestre valant 0,25.

§ 2. Par année civile, l'allocation de transition qui correspond à la carrière du conjoint décédé visée au § 1^{er}, 1° et 7°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 7bis, § 1^{er}. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 60 p.c.

§ 3. Par année civile, l'allocation de transition qui correspond à la carrière du conjoint décédé visée au § 1^{er}, 2°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 7bis, § 1^{er}. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 60 p.c.;

3° une fraction qui a été visée chaque année par le Roi et qui reflétait, au 1^{er} janvier de l'année en cause, le rapport entre le taux de la cotisation destinée au régime de pension des travailleurs indépendants et la somme des taux de la cotisation personnelle et de la cotisation patronale dues sur la rémunération des travailleurs salariés et destinées à leur régime de pension.

verwijderen voltijdse dagequivalenten en hun overeenstemmend pensioenaandeel verwijderd uit het kalenderjaar waarvan het aandeel in het pensioen vervolgens het minst voordelig is;

4° er wordt één voor één beroep gedaan op de kalenderjaren waarvan het aandeel in het pensioen het minst voordelig wordt voor zover het aantal in mindering te brengen voltijdse dagequivalenten van de beroepsloopbaan niet bereikt is.

De vermindering van de beroepsloopbaan bedoeld in het eerste lid is niet van toepassing wanneer de globale beroepsloopbaan van de overleden zelfstandige, zoals gedefinieerd in artikel 19, § 2bis, 3°, van het koninklijk besluit nr. 72, meer voltijdse dagequivalenten bevat dan het maximumaantal voltijdse dagequivalenten bedoeld in artikel 7, § 3, tweede lid, en de voltijdse dagequivalenten volgend op dit maximumaantal door de overleden echtgenoot gepresteerde dagen van beroepsbezigheid als zelfstandige zijn. In dat geval worden deze dagen in aanmerking genomen in de berekening van het overlevingspensioen van de langstlevende echtgenoot.

De Koning bepaalt wat moet begrepen worden onder voltijdse dagequivalenten als zelfstandige voor de toepassing van deze paragraaf."

Art. 8. Artikel 9bis van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

"Art. 9bis. § 1. Met het oog op de berekening van de overgangsuitkering wordt de teller van de breuk die de loopbaan van de overleden echtgenoot uitdrukt, bedoeld in artikel 7bis, § 1, in zeven delen opgesplitst:

1° een eerste deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen vóór 1 januari 1984 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

2° een tweede deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1983 en vóór 1 januari 1997 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

3° een derde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1996 en vóór 1 januari 2003 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

4° een vierde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2002 en vóór 1 januari 2019 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

5° een vijfde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2018 en vóór 1 januari 2021 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

6° een zesde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2020 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

7° een zevende deel dat de in toepassing van artikel 33 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 december 1967 gelijkgestelde periodes uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25.

§ 2. Per kalenderjaar wordt de overgangsuitkering die overeenstemt met de loopbaan van de overleden echtgenoot bedoeld in § 1, 1° en 7°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is van de breuk bedoeld in artikel 7bis, § 1. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 60 pct.;

§ 3. Per kalenderjaar wordt de overgangsuitkering die overeenstemt met de loopbaan van de overleden echtgenoot bedoeld in § 1, 2°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is bedoeld in artikel 7bis, § 1. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 60 pct.;

3° een breuk die elk jaar door de Koning bepaald werd en die, per 1 januari van het betrokken jaar, de verhouding weergaf tussen het percentage van de bijdrage bestemd voor het pensioenstelsel der zelfstandigen en het totaal van de percentages van de persoonlijke bijdrage en van de patronale bijdrage verschuldigd op de bezoldiging van de werknemers en bestemd voor hun pensioenstelsel.

§ 4. Par année civile, l'allocation de transition qui correspond à la carrière du conjoint décédé visée au § 1^{er}, 3^o, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1^o une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 7bis, § 1^{er}. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2^o 60 p.c.;

3^o 0,567851 pour la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 35 341,68 EUR;

0,463605 pour la partie des revenus professionnels supérieure à 35 341,68 EUR.

Le montant visé à l'alinéa précédent, 3^o, est rattaché à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100). Il est adapté, afin de le porter au niveau des prix de l'année concernée, selon les modalités prévues à l'article 6, § 4, alinéas 2 et 3.

§ 5. Par année civile, l'allocation de transition qui correspond à la carrière du conjoint décédé visée au § 1^{er}, 4^o, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1^o une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 7bis, § 1^{er}. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2^o 60 p.c.;

3^o 0,663250 pour la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 31 820,77 EUR;

0,541491 pour la partie des revenus professionnels supérieure à 31 820,77 EUR.

Le montant visé à l'alinéa précédent, 3^o, est rattaché à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100). Il est adapté, afin de le porter au niveau des prix de l'année concernée, selon les modalités prévues à l'article 6, § 5, alinéas 2 à 4.

§ 6. Par année civile, l'allocation de transition qui correspond à la carrière du conjoint décédé visée au § 1^{er}, 5^o, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1^o une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 7bis, § 1^{er}. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2^o 60 p.c.;

3^o 0,691542.

§ 7. Par année civile, l'allocation de transition qui correspond à la carrière du conjoint décédé visée au § 1^{er}, 6^o, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par:

1^o une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 7bis, § 1^{er}. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2^o 60 p.c.;

3^o 1.

§ 8. Lorsque le numérateur de la fraction exprimant les jours équivalents temps plein susceptibles d'ouvrir le droit à l'allocation de transition est réduit en vertu de l'article 7bis, § 1^{er}, alinéa 3, ou en vertu de l'article 19 de l'arrêté royal n^o 72, cette réduction portera, pour le calcul de l'allocation de transition, sur les jours équivalents temps plein qui donnent lieu à l'octroi de l'allocation de transition la moins élevée.

§ 4. Per kalenderjaar wordt de overgangsuitkering die overeenstemt met de loopbaan van de overleden echtgenoot bedoeld in § 1, 3^o, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1^o een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is van de breuk bedoeld in artikel 7bis, § 1. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2^o 60 pct.;

3^o 0,567851 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 35 341,68 EUR niet overschrijdt;

0,463605 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 35 341,68 EUR overschrijdt.

Het in het vorige lid, 3^o, bedoelde bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100). Het wordt aangepast teneinde het te brengen op het prijspeil van het beschouwde jaar volgens de modaliteiten voorzien in artikel 6, § 4, tweede en derde lid.

§ 5. Per kalenderjaar wordt overgangsuitkering die overeenstemt met de loopbaan van de overleden echtgenoot bedoeld in § 1, 4^o, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1^o een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is van de breuk bedoeld in artikel 7bis, § 1. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2^o 60 pct.;

3^o 0,663250 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 31 820,77 EUR niet overschrijdt;

0,541491 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 31 820,77 EUR overschrijdt.

Het in het vorige lid, 3^o, bedoelde bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100). Het wordt aangepast teneinde het te brengen op het prijspeil van het beschouwde jaar volgens de modaliteiten voorzien in artikel 6, § 5, tweede tot vierde lid.

§ 6. Per kalenderjaar wordt de overgangsuitkering die overeenstemt met de loopbaan van de overleden echtgenoot bedoeld in § 1, 5^o, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1^o een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is bedoeld in artikel 7bis, § 1. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2^o 60 pct.;

3^o 0,691542.

§ 7. Per kalenderjaar wordt de overgangsuitkering die overeenstemt met de loopbaan van de overleden echtgenoot bedoeld in § 1, 6^o, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met:

1^o een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is bedoeld in artikel 7bis, § 1. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2^o 60 pct.;

3^o 1.

§ 8. Wanneer de teller van de breuk die voltijdse dagequivalenten uitdrukt die het recht op de overgangsuitkering kunnen openen, verlaagd wordt krachtens artikel 7bis, § 1, derde lid, of krachtens artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 72, zal deze vermindering, voor de berekening van de overgangsuitkering, slaan op de voltijdse dagequivalenten die aanleiding geven tot de toekenning van de laagste overgangsuitkering.

L'élimination des jours excédentaires s'effectue conformément à l'article 9, § 8.

La réduction visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable lorsque la carrière professionnelle globale du travailleur indépendant décédé, telle que définie à l'article 19, § 2bis, 3°, de l'arrêté royal n° 72, comporte plus de jours équivalents temps plein que le nombre de jours équivalents temps plein maximum visé à l'article 7bis, § 1^{er}, alinéa 3, et que les jours équivalents temps plein postérieurs à ce nombre maximum sont des jours d'activité professionnelle en qualité de travailleur indépendant prestés par le conjoint décédé. Dans ce cas, ces jours sont pris en considération dans le calcul de l'allocation de transition du conjoint survivant.

§ 9. Si le montant de l'allocation de transition calculée conformément aux dispositions des articles 7bis et 8bis et du présent article est inférieur au montant obtenu en multipliant le montant de 9 648,57 euros visé à l'article 131ter, § 1^{er}, de la loi du 15 mai 1984 par la fraction visée à l'article 7bis, § 1^{er}, ce dernier montant est alloué.

À partir du 1^{er} avril 2015, le montant de 9 648,57 euros visé à l'alinéa 1^{er} est égal au montant visé à l'article 131ter, § 1^{er}, de la loi du 15 mai 1984 pour une pension de survie.

À partir du 1^{er} septembre 2017, le montant de 9 648,57 euros visé à l'alinéa 1^{er} est égal au montant visé à l'article 34 de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social.

§ 10. Le Livre III, Titre IIbis, de la loi du 15 mai 1984 n'est pas applicable à l'allocation de transition."

Art. 9. L'article 10 du même arrêté, modifié en dernier lieu par la loi du 26 mai 2019, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 10. § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, adapter le premier coefficient visé à l'article 6, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, et § 5, alinéa 1^{er}, 3°, à l'article 9, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, et § 5, alinéa 1^{er}, 3°, et à l'article 9bis, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, et § 5, alinéa 1^{er}, 3°, en fonction de l'évolution des dépenses pour les prestations de pension, à l'exception des dépenses pour le supplément de pension visé à l'article 14, dans la totalité des dépenses dans le statut social des indépendants.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, adapter le deuxième coefficient visé à l'article 6, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, et § 5, alinéa 1^{er}, 3°, à l'article 9, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, et § 5, alinéa 1^{er}, 3°, et à l'article 9bis, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, et § 5, alinéa 1^{er}, 3°, en fonction des adaptations des montants visés à l'article 6, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, et § 5, alinéa 1^{er}, 3°, à l'article 9, § 4, alinéa 1^{er}, 3° et § 5, alinéa 1^{er}, 3°, à l'article 9bis, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, et § 5, alinéa 1^{er}, 3°, et à l'article 5, § 2, alinéa 2.

Les adaptations visées aux alinéas précédents ne peuvent toutefois pas avoir un effet sur le calcul de la pension pour des années de carrière qui sont situées avant l'année au cours de laquelle ces adaptations ont lieu.

§ 2. Le Roi peut revaloriser tous les deux ans, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le montant visé à l'article 6, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, et § 5, alinéa 1^{er}, 3°, à l'article 9, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, et § 5, alinéa 1^{er}, 3°, et à l'article 9bis, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, et § 5, alinéa 1^{er}, 3°, en appliquant un coefficient de revalorisation qui doit être égal au coefficient de revalorisation déterminé en exécution de l'article 7 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés."

Art. 10. Le chapitre 3 est d'application aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2022, à l'exception des pensions de survie calculées sur base d'une pension de retraite qui a pris cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1^{er} décembre 2021.

De verwijdering van de overtollige dagen wordt uitgevoerd overeenkomstig artikel 9, § 8.

De vermindering bedoeld in het eerste lid is niet van toepassing wanneer de globale beroepsloopbaan van de overleden zelfstandige, zoals gedefinieerd in artikel 19, § 2bis, 3°, van het koninklijk besluit nr. 72, meer voltijdse dagequivalenten bevat dan het maximaal aantal voltijdse dagequivalenten bedoeld in artikel 7bis, § 1, derde lid, en de voltijdse dagequivalenten volgend op dat maximaal aantal door de overleden echtgenoot gepresteerde dagen van beroepsbezigheid als zelfstandige zijn. In dat geval worden die dagen in aanmerking genomen in de berekening van de overgangsuitkering van de langstlevende echtgenoot.

§ 9. Indien het bedrag van de overgangsuitkering, berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 7bis en 8bis en van dit artikel kleiner is dan het bedrag dat verkregen wordt door het in artikel 131ter, § 1, van de wet van 15 mei 1984 bedoelde bedrag van 9 648,57 euro te vermenigvuldigen met de in artikel 7bis, § 1, bedoelde breuk, wordt dit laatste bedrag toegekend.

Vanaf 1 april 2015 is het in het eerste lid bedoelde bedrag van 9 648,57 euro gelijk aan het in artikel 131ter, § 1, van de wet van 15 mei 1984 bedoelde bedrag voor een overlevingspensioen.

Vanaf 1 september 2017 is het in het eerste lid bedoelde bedrag van 9 648,57 euro gelijk aan het in artikel 34 van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de pensioenen van de sociale sector bedoelde bedrag.

§ 10. Boek III, Titel IIbis, van de wet van 15 mei 1984 wordt niet toegepast op de overgangsuitkering."

Art. 9. Artikel 10 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

"Art. 10. § 1. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de eerste coëfficiënt bedoeld in artikel 6, § 4, eerste lid, 3°, en § 5, eerste lid, 3°, in artikel 9, § 4, eerste lid, 3°, en § 5, eerste lid, 3°, en in artikel 9bis, § 4, eerste lid, 3°, en § 5, eerste lid, 3°, aanpassen in functie van de evolutie van de uitgaven voor de pensioenuitkeringen, met uitzondering van de uitgaven voor de pensioenbijslag bedoeld in artikel 14, in de totaliteit van de uitgaven in het sociaal statuut der zelfstandigen.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de tweede coëfficiënt bedoeld in artikel 6, § 4, eerste lid, 3°, en § 5, eerste lid, 3°, in artikel 9, § 4, eerste lid, 3°, en § 5, eerste lid, 3°, en in artikel 9bis, § 4, eerste lid, 3°, en § 5, eerste lid, 3°, aanpassen in functie van de aanpassingen van de bedragen bedoeld in artikel 6, § 4, eerste lid, 3°, en § 5, eerste lid, 3°, in artikel 9, § 4, eerste lid, 3°, en § 5, eerste lid, 3°, in artikel 9bis, § 4, eerste lid, 3°, en § 5, eerste lid, 3°, en in artikel 5, § 2, tweede lid.

De in de voorgaande leden bedoelde aanpassingen mogen evenwel geen weerslag hebben op de pensioenberekening voor loopbaan jaren die gelegen zijn vóór het jaar waarin deze aanpassingen gebeuren.

§ 2. De Koning kan, om de twee jaar, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het bedrag bedoeld in artikel 6, § 4, eerste lid, 3°, en § 5, eerste lid, 3°, in artikel 9, § 4, eerste lid, 3°, en § 5, eerste lid, 3°, en in artikel 9bis, § 4, eerste lid, 3°, en § 5, eerste lid, 3°, verhogen door toepassing van een verhogingscoëfficiënt die gelijk dient te zijn aan de verhogingscoëfficiënt vastgesteld in uitvoering van artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers."

Art. 10. Hoofdstuk 3 is van toepassing op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste ingaan op 1 januari 2022, met uitzondering van de overlevingspensioenen berekend op basis van een rustpensioen dat daadwerkelijk en voor de eerste maal ten laatste op 1 december 2021 ingegaan is.

Art. 11. Le chapitre 3 produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 juin 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL

La Ministre des Pensions,
K. LALIEUX

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : n°108 – 55-n°1926

Compte rendu intégral : 3 juin 2021

Art. 11. Hoofdstuk 3 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 juni 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL

De Minister van Pensioenen,
K. LALIEUX

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 108 – 55-n° 1926

Integraal verslag : 3 juni 2021

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2021/42435]

9 AVRIL 2020. — Arrêté royal modifiant l'article 29 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 106, du 24 avril 2020, la correction suivante doit être apportée:

1° à la page 27968, article 1, 10°, sous 6. Cumuls et non-cumuls, alinéa 1^{er}, il faut lire « Une intervention de l'assurance pour une orthèse d'assise fabriquée individuellement sur mesure et les accessoires et composants sur mesure correspondants ne peut être accordée que si l'orthèse d'assise peut être placée sur un châssis pour siège-coquille ou une base de voiturette, délivré(e) en même temps que l'orthèse d'assise ou remboursé(e) dans le passé. » au lieu de « Une intervention de l'assurance pour une orthèse d'assise fabriquée individuellement sur mesure et les accessoires et composants sur mesure correspondants ne peut être accordée que si l'orthèse d'assise peut être placée sur un châssis pour siège-coquille ou une voiturette, délivré(e) en même temps que l'orthèse d'assise ou remboursé(e) dans le passé. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2021/42435]

9 APRIL 2020. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 29 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 106 van 24 april 2020 moet de volgende correctie worden aangebracht:

1° op pagina 27968, artikel 1, 10°, onder 6. Cumuls en non-cumuls, eerste lid, dient in de Franse tekst te worden gelezen "Une intervention de l'assurance pour une orthèse d'assise fabriquée individuellement sur mesure et les accessoires et composants sur mesure correspondants ne peut être accordée que si l'orthèse d'assise peut être placée sur un châssis pour siège-coquille ou une base de voiturette, délivré(e) en même temps que l'orthèse d'assise ou remboursé(e) dans le passé." in plaats van "Une intervention de l'assurance pour une orthèse d'assise fabriquée individuellement sur mesure et les accessoires et composants sur mesure correspondants ne peut être accordée que si l'orthèse d'assise peut être placée sur un châssis pour siège-coquille ou une voiturette, délivré(e) en même temps que l'orthèse d'assise ou remboursé(e) dans le passé.".

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/42349]

24 AVRIL 2020. — Arrêté royal modifiant l'AR/CIR 92 en ce qui concerne les règles et modalités d'introduction par les entreprises agréées pour le travail intérimaire de l'attestation visée à l'article 275⁵, § 4, alinéa 7, du Code des impôts sur les revenus 1992. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de l'arrêté royal du 24 avril 2020 modifiant l'AR/CIR 92 en ce qui concerne les règles et modalités d'introduction par les entreprises agréées pour le travail intérimaire de l'attestation visée à l'article 275⁵, § 4, alinéa 7, du Code des impôts sur les revenus 1992 (*Moniteur belge* du 30 avril 2020).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmédy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/42349]

24 APRIL 2020. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 met betrekking tot de nadere regels en modaliteiten voor het indienen door de ondernemingen die erkend zijn voor uitzendarbeid van de in artikel 275⁵, § 4, zevende lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde verklaring. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 24 april 2020 tot wijziging van het KB/WIB 92 met betrekking tot de nadere regels en modaliteiten voor het indienen door de ondernemingen die erkend zijn voor uitzendarbeid van de in artikel 275⁵, § 4, zevende lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde verklaring (*Belgisch Staatsblad* van 30 april 2020).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmédy.